

## Le Parc de Sceaux sous l'Occupation

Le 1er juillet 1941, nous emménagions, mes parents et moi-même - j'allais avoir 15 ans le mois suivant - dans un pavillon situé 10 avenue de Poitou et nous y restâmes jusqu'en 1956, époque où nous établîmes nos foyers respectifs avenue Arouet où je demeure encore. Ayant en effet - mis à part un bref séjour de neuf mois à Besançon en 1955 - effectué une carrière essentiellement parisienne (ministère de la Justice, Cour d'Appel de Paris et Cour de Cassation), je suis scéen depuis aujourd'hui plus de 56 ans et je puis attester que, durant les sombres années de l'Occupation (1941 à 1944), l'environnement et l'existence quotidienne furent, dans le quartier du Parc de Sceaux, fort différents de ceux que nous connaissons aujourd'hui; la guerre traditionnelle et la lutte clandestine s'y côtoyèrent jusqu'à la Libération.

Les faits, les impressions que j'ai le plaisir de rappeler ici ne sont pas de simples réminiscences d'événements vécus il y a plus d'un demi-siècle, je les ai puisées certes dans les nombreux documents que je possède encore, mais surtout dans le "journal" que je tins régulièrement durant cette époque historique<sup>1</sup>.

### I. L'ENVIRONNEMENT

L'aspect du quartier différait fort de celui qui devint le sien après la fin des hostilités.

1°. Beaucoup de terrains ne supportaient encore aucune construction: 9 sur 18 dans l'avenue de Poitou, 5 sur 13 dans l'avenue de Berry, 4 sur 9 dans l'avenue d'Anjou, 14 sur 26 dans l'avenue de Touraine.

Si le côté est de la "route d'Orléans" était déjà ce qu'il est actuellement, en revanche le côté ouest ne comportait aucun immeuble collectif: ceux existant aujourd'hui au bas de l'avenue de la Duchesse du Maine ne furent édifiés que bien plus tard et, à la place du groupe scolaire du petit Chambord et des résidences de l'allée de Trévisse et de l'allée d'Honneur s'étendaient les vastes pépinières Nomblot; entre l'avenue de Poitou et l'allée d'Honneur, ne s'élevait, en sus de la demeure fort ancienne de l'entreprise pépiniériste, qu'un pavillon en meulière entouré de tous côtés par les riches plantations aujourd'hui disparues. Au lieu de la résidence La Fontaine, de la "grande surface" et du collège, de l'église Saint François d'Assise et de l'entreprise Rhône Poulenc, d'immenses champs de blé et prairies descendaient en pente douce depuis la route nationale jusqu'à la Bièvre près de laquelle étaient situés les bâtiments de la ferme.

Les terrains non construits du lotissement du Parc de Sceaux étaient cultivés en jardins potagers. Et - ce qui est impensable aujourd'hui - aucun vol de légumes ou de fruits ne fut constaté, bien que la nourriture fût l'un des soucis dominants des français de cette époque et qu'un panier de carottes, de tomates ou de fraises se vendît à prix d'or...

Enfin, les trottoirs des voies du lotissement étaient herbus et vous apprendrez dans quelques instants l'avantage qu'en retiraient les riverains.

---

<sup>1</sup> Les passages en italique dans le présent document sont la reproduction de ce journal.

2°. Une partie du lycée Lakanal ainsi que le château de Sceaux étaient occupés par l'armée allemande. L'armée française avait réquisitionné plusieurs bâtiments de cet établissement pour les transformer en hôpital militaire et, durant l'été de 1940, les forces d'occupation prirent tout naturellement la suite des soldats français. Mais le reste du lycée demeurait affecté à l'enseignement et, dès notre arrivée à Sceaux, mes parents m'y inscrivirent.

Dès l'automne de 1941, je relevais trois faits:

- Comme dans tous les lycées, collèges et écoles, il nous était distribué chaque matin des “biscuits vitaminés” que nous avions le droit - sinon le devoir - de déguster durant les cours, ce qui nous ravissait, car il était interdit ordinairement de manger quoi que ce soit en classe.
- Dans chaque classe, l'un des murs était décoré d'un portrait du maréchal Pétain, lequel était rituellement bombardé chaque jour par des salves de boules de “papier mâché”; l'un de ces portraits fut même arraché par le fils du surveillant général - Monsieur Lair - qui fut immédiatement exclu du lycée.
- Chaque samedi après-midi, nous subissions les “loisirs dirigés” institués peu avant la guerre par le ministre Jean Zay: rassemblés dans la cour, en carré, autour d'un mât surmonté d'une superbe francisque tricolore, nous entonnions un vibrant “Maréchal, nous voilà” chant, qui prétendait à l'époque galvaniser la jeunesse française.

C'est ainsi que je fis la connaissance des jeunes gens du quartier dont certains sont encore aujourd'hui des riverains du parc de Sceaux, notamment le futur général Piermé qui demeurait avenue Jean Racine non loin de son domicile actuel et Jacques Beauvais qui occupe encore le pavillon de l'avenue de Poitou où nous nous rencontrions fort souvent.

3°. Si le château de Sceaux était occupé par un état-major allemand, le parc restait, dans sa plus grande partie, ouvert au public, notamment autour du Grand Canal où, spécialement les jeudis et dimanches, les jeunes des environs se livraient au “canotage à rames” ou, durant l'hiver, au patinage à glace (les hivers de guerre furent en effet excessivement froids).

Néanmoins, nous y côtoyions des militaires allemands qui aimaient se faire photographe au pied des statues dominant le Bassin de l'Octogone.

## **II. LA VIE QUOTIDIENNE**

Les grandes préoccupations des scéens du Parc de Sceaux, identiques à celles de la plupart des français, étaient le ravitaillement, le chauffage et les transports.

1°. Les habitants du quartier dirigent leurs pas surtout vers Bourg-la-Reine, ils sont, en effet, séparés du centre commerçant de Sceaux par le château dont les abords sont interdits aux civils qui doivent le contourner et ils ne s'y rendent en fait qu'une fois par mois pour retirer les tickets d'alimentation. En outre, la station du Parc de Sceaux étant fermée, les usagers de la “ligne de Sceaux” ainsi qu'elle était dénommée à l'époque, doivent, pour l'emprunter, gagner à pied les stations de Bourg-la-Reine ou de la Croix-de-Berny.

À Bourg-la-Reine, le marché en plein air se tient à l'emplacement actuel des grands immeubles qui abritent “Monoprix” (l'avenue du Maréchal Joffre n'est alors bordée que de pavillons) et - à moins d'être un des rares privilégiés détenteurs de la carte de priorité accordée aux parents de familles nombreuses - il faut accepter de “faire la queue” durant 3 ou

4 heures (!) pour espérer obtenir quelques carottes, pommes de terre ou fruits, et encore à la condition que le stock ne soit pas épuisé 3 ou 4 personnes avant vous...

Les détaillants les plus connus sont, dans la Grande Rue, la charcuterie Boulogne et l'épicerie Roger qui fourniront à leurs clients permanents, au prix de la taxe, des suppléments aux rations officielles; aussi, nombreux furent ceux qui, par gratitude, leur resteront fidèles après le retour de l'abondance. Nous étions alors loin d'imaginer que le jeune enfant de Madame Boulogne qui jouait dans le magasin, deviendrait le célèbre Alain Delon...

Toutefois, habitant des pavillons, les scéens du Parc disposaient d'un sérieux avantage: un jardin qui, quelle que soit la superficie, produisait, après la transformation des gazons en terre de culture, un complément non négligeable de légumes (carottes, tomates, haricots verts, radis, salades, etc ...); aux fraisiers s'ajoutaient souvent les arbres fruitiers (cerisiers, pruniers). En outre, à cette époque, il n'était pas exceptionnel d'être réveillé le matin par le chant d'un coq; l'élevage de poules, source d'œufs et de viande, était général et dans de nombreux sous-sols, des clapiers abritaient des lapins; ma mère en élevait en permanence une vingtaine. Et, bien entendu, personne ne protesta contre ces flagrantes violations du cahier des charges du lotissement. Bien au contraire, cet élevage fournissait l'occasion de rencontres et d'échanges d'informations entre voisins: en fin d'après-midi, chacun promenait ses poules sur les trottoirs, les retenant par une ficelle attachée à l'une de leurs pattes, et disposait ses lapins dans des caisses sans fond posées sur les trottoirs herbus. J'ai ouï dire que certains propriétaires nourrissaient des chèvres et des moutons mais je ne l'ai jamais constaté par moi-même.

Deux autres sources de ravitaillement aidaient à lutter contre la faim, bien qu'elles fussent fort onéreuses: d'une part, les gardiens du Parc vendaient à prix d'or les carpes qu'ils venaient de pêcher dans le Grand Canal; d'autre part, les jeudis ou dimanches, les jeunes se rendaient à bicyclette chez les maraîchers de la vallée de Chevreuse, voire au-delà de Saint Rémy et en rapportaient sur le porte-bagages ou dans un sac à dos quelques fruits et légumes achetés au cours du "marché noir".

Plus impatiemment attendus étaient les "colis familiaux" que les "cousins" vivant à la campagne, furent autorisés, durant les années 1943 et 1944, à envoyer aux "parents" habitant en ville; on obtenait ainsi du porc salé, du beurre et surtout des sacs de pommes de terre. Certes, il était matériellement possible de se rendre soi-même en province pour en rapporter quelques produits alimentaires mais on s'exposait, dans les gares parisiennes, aux fouilles corporelles de la part des fonctionnaires du Ravitaillement et à la confiscation de ces richesses qui étaient réputées approvisionner les trafiquants.

Les aliments une fois obtenus, il fallait, avant de les consommer, les cuisiner. Or le gaz était très sévèrement rationné, l'électricité était coupée durant la journée sauf pendant les alertes aériennes, ce qui, malgré les passages de plus en plus fréquents d'avions alliés dans le ciel de la région parisienne, était nettement insuffisant pour la préparation quotidienne des repas. Le seul appareil utilisable à cette fin était, combinée avec la "marmite norvégienne", la cuisinière en fonte, à bois ou à charbon, combustibles vendus seulement au "marché noir".

2°. Les hivers étaient attendus avec appréhension. Ils furent tous très rigoureux: la température extérieure descendit très fréquemment à -20°. Les bassins et le Grand Canal du Parc étaient glacés sur plusieurs centimètres d'épaisseur. Or les pavillons étaient équipés du chauffage central à charbon et les cheminées simplement décoratives - elles étaient certes équipées d'un conduit de fumée mais le foyer n'avait aucune profondeur - exigeaient, pour

remplir leur office, l'installation de poêles à bois ou à charbon. Le bois ? On ne disposait que de "petit bois" ramassé dans les allées du Parc et qui était destiné à la cuisinière. Le charbon ? On ne pouvait se procurer, et encore très difficilement et à prix d'or, que du coke dégazéifié provenant des centrales thermiques, sans grande valeur calorifique et producteur essentiellement de mâchefer.

Aussi, dans la plupart des pavillons, la température ambiante ne dépassait pas 5 à 6 degrés. Les familles se rassemblaient donc, pour dormir et travailler, dans l'unique pièce chauffée ou l'on obtenait péniblement 10 à 12 degrés. Les repas se prenaient tout naturellement dans la cuisine dont l'ambiance était tiédie par ladite cuisinière, laquelle servait à la fois à la cuisson des repas, au chauffage de la pièce et à la production d'eau chaude. Les conduites d'eau étant parfois gelées à l'intérieur du pavillon, seules étaient disponibles, notamment pour la toilette, l'eau froide recueillie au robinet de vidange, voisin du compteur et soigneusement emmaillotté dans des lainages, et l'eau chaude fournie par la cuisinière.

3°. La troisième préoccupation - celle des transports - n'était pas la moindre. Les voitures particulières, mises à part celles de rares privilégiés allocataires de bons d'essence, étaient immobilisées dans les garages; les autobus, fonctionnant au gazogène, étaient rares. Certes, les trains de la "ligne de Sceaux" étaient quasiment aussi fréquents qu'aujourd'hui mais les petits wagons, datant de 1937, n'étaient qu'au nombre de 4 aux "heures pleines" et de 2 aux "heures creuses" c'est-à-dire que le service du métro était nettement insuffisant, même si la population de la région parisienne était moins nombreuse qu'aujourd'hui.

Si bien que la bicyclette était le mode de transport le plus usité (même les taxis parisiens avaient disparu, remplacés par des "vélos-taxis"). Aussi, pour pouvoir mieux en contrôler la circulation, les autorités avaient prescrit leur immatriculation, calquée sur celle des véhicules automobiles; une "carte grise" était délivrée au propriétaire de l'engin qui devait être équipé, à l'avant, d'un phare diffusant une lumière bleue et arborer à l'arrière, non seulement la plaque d'immatriculation à chiffres et lettres noirs sur fond jaune, mais aussi un disque blanc substitué au feu rouge.

### **III. LA GUERRE TRADITIONNELLE**

1°. Les moyens d'information sont ceux dont disposent tous les français. Ce sont:

- D'une part, les quotidiens français germanophiles, la presse allemande, telle "Signal" - l'équivalent de l'actuel Match - les tracts de propagande vichyssoise ou allemands, les premiers en faveur de la collaboration, d'un service dans les Chantiers de Jeunesse ou d'un engagement dans la division française des Waffen SS, les autres contre les Juifs, les Russes et les Alliés et aussi les émissions de Radio-Paris qui permettent d'entendre - mais peu de français les écoutent - le célèbre Jean Hérol Paquis.
- D'autre part, certes, la presse clandestine (j'y reviendrai) et les tracts français, anglais et américains lâchés par avions, dont les photographies nous permettront de reconnaître les chefs de la France Libre lors de leur passage sur "la route d'Orléans" le 25 août 1944, mais essentiellement la radio anglaise que, malgré les "brouillages" émis par les Allemands, on peut assez facilement entendre sur de multiples longueurs d'ondes - "grandes", "moyennes" et surtout "courtes" - tant le matin que le soir. Les nouvelles ainsi recueillies nous permettent de tenir à jour les "lignes des fronts" sur les cartes vendues boulevard Saint Germain par le Service Géographique de l'armée, qui sont punaisées sur les murs de la pièce où mon père a installé son bureau et sur lesquelles nous marquions chaque soir, avec un fil

rouge tenu par des épingles, l'avance des armées libératrices de l'Est, de l'Afrique du Nord, puis de l'Italie et de la France.

2°. Les habitants du Parc de Sceaux sont, depuis le dernier trimestre de 1943, les témoins des bombardements alliés sur la région parisienne. Le 3 septembre, c'est la dramatique attaque des usines Renault, le 15 suivant, c'est celle de Courbevoie. Le 3 octobre c'est, en plein jour, la destruction de la centrale de Chevilly-Larue par les bombardiers français du groupe "Lorraine" et, les avions passant au-dessus du parc de Sceaux à basse altitude, c'est nombreux que les riverains, ayant identifié sous les ailes les cocardes tricolores ornées de la Croix de Lorraine, applaudissent. Le 31 décembre, c'est le bombardement d'Ivry.

Dès les premiers mois de 1944, les nuits au sommeil troublé ne se comptent plus. Chaque soir, vers 22/23 heures, des centaines de bombardiers alliés remontent la Seine jusqu'à Paris pour se rendre ensuite vers l'Allemagne centrale ou du sud, avant de reprendre la direction de l'Angleterre vers 2 ou 3 heures du matin. Et à chaque passage, les sirènes résonnent, la D.C.A effectue ses tirs de barrage et les scéens sont réveillés... Le lendemain matin, on ramasse, pour les conserver en souvenirs, les fines lamelles argentées semées par les appareils alliés pour tromper les radars ennemis.

À ces troubles nocturnes s'ajoutent, de plus en plus fréquents, les bombardements propres à la banlieue sud de Paris, ceux de l'aérodrome de Villacoublay (5 février), des gares de Villeneuve-Saint Georges (17/18 avril), de Juvisy-Noisy le Sec (19/20 avril), de la Chapelle (20/21 avril), de Villeneuve Saint Georges et Choisy-le-Roi (26/27 avril), de l'aérodrome d'Orly (1<sup>er</sup> mai), des aérodromes de Villacoublay et Orly (20 mai), encore de l'aérodrome d'Orly (24 mai), de la gare de Massy-Palaiseau (2 juin). Ce sont autant de nuits sans sommeil. Certes, le spectacle est féérique: grâce aux fusées éclairantes, lâchées par les avions, qui descendent vers le sol à la vitesse de leurs parachutes, on distingue nettement la masse sombre de notre environnement sous une lumière mystérieuse ainsi que le "ballet" des bombardiers au-dessus de nos têtes, qui se déchargent en plusieurs fois de leur armement, ô combien meurtrier, qui explose dans un vacarme si infernal qu'on sent le sol vibrer sous nos pieds et le souffle de la déflagration frapper nos visages, tandis que de violents incendies s'élèvent à l'horizon vers le ciel. La D.C.A. allemande riposte toujours violemment et l'éclatement des obus s'ajoute à l'explosion des bombes.

Les journées sont parfois aussi dramatiques que les nuits: huit alertes aériennes seront données en quelques heures le 1<sup>er</sup> mai; un combat aérien sera livré au-dessus du Parc le 22 suivant.

#### **IV. LA LUTTE CLANDESTINE**

Les opinions des riverains du Parc de Sceaux étaient évidemment mal connues, chacun demeurant discret à cet égard, quel que soit le camp qui avait sa préférence. Néanmoins, il était possible d'affirmer que, mises à part quelques très rares exceptions favorables à l'Occupant et quelques autres épousant, bon gré, mal gré, les thèses pétainistes, l'immense majorité penchait vers le parti des Alliés. Plusieurs participeront activement à la lutte clandestine et certains y perdront leur vie, notamment Monsieur Cerf de Maulny demeurant alors 16 avenue Arouet qui sera arrêté au petit matin par la Gestapo et dont le sort demeurera ignoré, le jeune Richard qui sera fusillé dans les jours précédant la Libération, Michel Voisin et Paul Couderc dont deux rues honorent à Sceaux la mémoire.

Trois exemples - que je connais bien - permettront de comprendre le fonctionnement d'activités dont la portée demeurera modeste mais l'efficacité réelle. Il faut savoir que le "compartimentage" était la règle de tout réseau clandestin: trois ou quatre personnes agissant en équipe mais ignorant qui, dans la chaîne, les précèdent ou les suivent.

#### 1°. La distribution de journaux clandestins.

Dès l'automne de 1942, alors qu'il enseignait à Paris, au lycée Buffon, mon père, agrégé d'histoire et géographie, avait pénétré par l'intermédiaire de son ami, le professeur Lacroix, dans l'un des réseaux de diffusion de la presse clandestine et devint ainsi - il le resta jusqu'à la Libération - diffuseur du journal "Résistance" fondé depuis seulement quelques semaines. Sur appel téléphonique de Monsieur Lardenois, pharmacien à la grande pharmacie Canonne, 88 boulevard Sébastopol à Paris, qui lui indiquait que "l'ordonnance était prête", mon père s'empressait d'aller y prendre livraison d'un lot de chaque numéro et, pour rejoindre son domicile du Parc de Sceaux, gagnait la gare du Luxembourg à pied afin d'éviter les fouilles opérées par la police dans les couloirs du métro: des barrages certes étaient parfois établis dans les rues mais il était aisé, pour y échapper, d'entrer dans le couloir d'un immeuble - les "codes" n'existaient pas encore - et de s'y débarrasser de son paquet. Dès la nuit suivante, c'était le dépôt du journal dans les boîtes aux lettres, l'un de nous deux précédant l'autre pour signaler au suivant, porteur des journaux, l'éventuelle arrivée d'une patrouille ennemie. Si le premier descendait du trottoir sur la chaussée, le suivant comprenait qu'il fallait faire demi-tour et regagner au plus vite notre domicile ou, si cela apparaissait nécessaire, de jeter les journaux compromettant par dessus une clôture. Pendant ce temps, ma mère mettait sous enveloppe les exemplaires à expédier anonymement par la voie postale aux sympathisants de province.

Nous avions, mon père et moi, bien entendu, des "couvertures" pour expliquer notre présence dans la rue après l'heure du couvre-feu: mon père venait de donner (ou allait donner) des leçons particulières au fils du professeur Cossard, 11 avenue Diderot, moi j'arborais toujours mon brassard de membre des équipes d'urgence de la Croix-Rouge (j'avais à cet effet, subi les épreuves du brevet de secouriste).

#### 2°. Le sauvetage des aviateurs alliés.

En 1943, mon père fut contacté par son collègue et ami Eugène Cossard, alors professeur d'anglais au lycée Lakanal et membre actif du réseau "Kummel" dont la mission consistait à rapatrier en Angleterre des aviateurs alliés dont l'appareil avait été abattu dans la région parisienne. Un message verbal du professeur Cossard indiquait à mon père le jour et l'heure où il devrait se rendre sur la place de la gare à Bourg-la-Reine ainsi que le signe distinctif qu'il devrait porter pour y prendre en charge, présentés par un inconnu prononçant le "mot de passe" convenu, un ou parfois deux (dans ce deuxième cas, j'accompagnais mon père) officiers anglais, américains, canadiens ou australiens, souvent blessés, toujours vêtus de vêtements civils usagés et fort mal ajustés à leur taille généralement supérieure à celle du propriétaire de ces hardes et au surplus ne parlant et ne comprenant que la langue anglaise... dont évidemment l'usage était exclu tant dans la rue que dans le métro. C'est pourtant par ce moyen de transport que mon père et moi-même - nous efforçant de justifier aux yeux de voyageurs peut-être acquis à l'Occupant l'attitude suspecte de l'absence de toute conversation par le partage de fruits provenant de notre jardin, le dos appuyé à des affiches qui menaçaient de mort tout français portant assistance à des aviateurs "ennemis" - nous devions les amener de Bourg-la-Reine à Fontenay-aux-Roses où un pharmacien les accueillait dans son logement. Après leur fouille avait lieu leur interrogatoire le soir même par Monsieur Ponsard, professeur

d'anglais au lycée Buffon, appelé téléphoniquement par mon père sous le couvert d'une invitation à dîner. Mon père portait immédiatement les renseignements ainsi recueillis (identité des intéressés, leur numéro matricule, celui de l'avion, date et lieu de sa chute) au domicile de Monsieur Cossard qui, durant la nuit, en faisait vérifier l'exactitude par une radio clandestine, auprès des services alliés en Grande Bretagne, ceci pour limiter le risque d'avoir affaire à des agents ennemis s'infiltrant dans le réseau (un cousin germain de ma mère, Louis Le Deuff, arrêté par la Gestapo au moyen de ce subterfuge, mourut pour la France dans un camp de déportation), il était entendu qu'en cas de non confirmation de leurs déclarations - ce qui ne se produisit jamais - les intéressés seraient abattus sur place. Enfin, aussitôt que possible, nos protégés étaient dirigés vers l'étape suivante.

Une fois - je l'avoue - j'eus peur. C'était en juillet 1944 et je convoyais un australien et un canadien, habillés comme je viens de l'écrire; au surplus, l'un d'eux, blessé aux jambes, boitait. Alors que nous étions assis sur un banc du quai de la ligne Robinson, dans la gare de Bourg-la-Reine et que nous dégustions en silence quelques fruits, un homme que je ne connaissais pas, se trouvant sur le quai qui nous faisait vis-à-vis, apparemment absorbé par la lecture d'un journal, ne nous quittait cependant pas des yeux et me fit comprendre par un regard éloquent qu'il avait deviné notre situation...

Un parent de ma mère, je viens de l'indiquer, fut incarcéré à la prison de Fresnes avant d'être déporté et sa famille était autorisée à lui apporter chaque semaine quelque nourriture et du linge. La cruauté de ces démarches mérite d'être relatée.

A l'entrée de la prison, le poste de garde remettait au visiteur un précieux "laissez-passer" qu'il convenait de ne pas égarer si l'on voulait ressortir! Puis, après avoir franchi deux autres enceintes, on était dirigé jusqu'à une pièce où les parents des détenus étaient rassemblés sous le regard menaçant de soldats armés; de temps à autre, un sous-officier apparaissait, s'emparait du colis en "aboyant" quelque injure; puis c'était l'attente, anxieuse, de son retour, car s'il rapportait le "linge sale" du détenu, souvent en loques, ce qui signifiait que le malheureux avait été torturé, du moins le savait-on encore vivant. Mais souvent, le planton revenait avec le colis et le lançait, en hurlant l'adjectif "fusillé" à la tête du parent ou de l'ami qui repartait la tête basse, tremblant d'émotion et cachant ses larmes...

### 3°. Les faux papiers.

Toujours aux côtés du professeur Cossard, mon père comme moi-même participons, sur la table de notre salle à manger à la fabrication de faux papiers destinés, soit à faciliter l'évasion des prisonniers de guerre, soit à soustraire des jeunes au S.T.O., soit à permettre à des membres de réseaux de se rendre dans les régions côtières interdites pour relever le plan des défenses ennemies.

Pour séjourner près des côtes, le document fourni était un faux certificat de résidence dans une commune de la "zone interdite" depuis plus de six mois, délivré par le maire. Pour les réfractaires au S.T.O., le faux dossier comportait soit un certificat de travail dans une entreprise française et un certificat de recensement par le Service du Travail Obligatoire, soit un certificat du "Kommandant von Gross Paris" portant cachet et signature, attestant que le porteur avait "terminé son travail en Allemagne" soit encore une fausse carte d'identité n'attribuant pas forcément à l'intéressé un nom d'emprunt mais le rajeunissant d'un ou deux ans en le faisant naître dans une des villes dont les bombardements par les aviations alliées avaient détruit les mairies et donc les registres de l'état civil (Saint Nazaire, Lorient, Brest, etc...) ou en Algérie. Les pièces les plus complexes tendaient à faciliter l'évasion vers la

France des prisonniers de guerre auxquels elles parvenaient cachées dans la reliure de livres ou dans le talon évidé de sabots de bois; elles comprenaient essentiellement d'une part un Ruckkerschein (certificat de retour) délivré au supposé travailleur en Allemagne par la "Askania Werke" société par actions berlinoise et comportant, en outre du cachet et de la signature du représentant de l'entreprise, l'attestation du Service du Travail de Berlin avec aussi cachet et signature, le montant des sommes payées par la Deutsche Bank im Berlin, avec encore cachet et signature et au dos le cachet du poste frontière d'Herzogenrath, d'autre part un certificat de démobilisation.

Pour l'établissement de ces documents, les imprimés nécessaires et une quarantaine de cachets - tous reproduits à partir d'originaux - étaient disponibles, depuis ceux du Kommandant von Gross Paris et des organismes allemands précités jusqu'à ceux des nombreuses autorités administratives, militaires et de police: service de la carte d'identité française de la préfecture de police, police d'état de Seine et Oise (Versailles, Enghien les bains, Argenteuil) commissariats de police de Chaville et du quartier Notre Dame des Champs, Office Régional du Travail, préfecture des Deux-Sèvres, mairies de Versailles, Bricquebec, Echiré, commandant du 302<sup>ème</sup> régiment d'artillerie et du 21<sup>ème</sup> régiment d'artillerie divisionnaire, centre de démobilisation de Caussade, etc...

Pour tromper l'ennemi, en cas de besoin, à savoir les médecins allemands logés dans le pavillon du 1 de l'avenue de Poitou et le milicien, propriétaire de celui du 11 de la même voie, nous avons punaisé au mur de notre salle à manger un portrait du Maréchal Pétain ainsi qu'un drapeau tricolore orné d'une francisque et nous branchions, chaque jour, avec une très forte tonalité, le poste de radio allemand de Radio-Paris.

Telle fut l'existence des riverains du Parc de Sceaux jusqu'à la Libération, le 25 août 1944.

## V. LA LIBÉRATION

Depuis une vingtaine de jours, nous vivons nerveusement dans l'attente de l'Événement; le canon se fait souvent entendre, le bruit de fortes explosions parvient jusqu'à nous, la route d'Orléans est quasi déserte, seuls y circulent des convois militaires allemands: chars "Tigre", canons autotractés, camions. Tous les jours, on s'apprête à accueillir les soldats alliés mais les radios anglaise et allemande sont fort avares d'informations.

Cependant, le 18 août, Londres annonce l'entrée des forces de Patton à Rambouillet et, dans l'après-midi, je note dans mon "journal" que, depuis le 14 août, je tiens presque heure par heure (les passages reproduits entre guillemets et en italique sont la reproduction de mon journal): « *tout à coup, de vives et bruyantes acclamations éclatent sur la route d'Orléans. Quel spectacle émouvant ! les prisonniers politiques de Fresnes passent dans des camions de la Croix-Rouge, vêtus on ne sait trop de quoi et chantent d'une seule et même voix une Marseillaise qui tintera encore longtemps dans mes oreilles. Des larmes d'émotion, de pitié mais aussi de reconnaissance et de fierté mouillent de nombreux regards* ». Le lendemain, nous apprenons le soulèvement de Paris.

Le 20 août, dans la soirée, une auto de la préfecture de police, circulant dans les avenues du Parc de Sceaux, annonce par haut-parleur la signature d'une trêve entre les allemands et les "insurgés" mais que chacun doit rester chez soi. Le surlendemain de jeunes F.F.I. recensent pour les réquisitionner, les véhicules en état de rouler. Les nouvelles les plus contradictoires



sont échangées par téléphone (l'automatique n'existait pas encore mais la standardiste de la poste de Sceaux fut toujours à son poste).

Le jeudi 24 août, au matin, la canonnade s'est rapprochée:

*« tout à coup - j'étais assis à mon bureau et papa se rasait dans la salle de bains - je sursaute. Un sifflement de balle très net semble raser la maison; papa vient voir, un second sifflement passe tout près. Instinctivement, je m'aplatis sur mon bureau, papa s'écarte de la fenêtre. Nous nous apercevons que la bataille se rapproche... Sur ces entrefaites, maman revient du marché à vive allure. Les jeunes gens de la Croix-Rouge de Bourg-la-Reine font fermer toutes les boutiques et prient les ménagères de rentrer chez elles au plus vite. Les français sont au Petit Massy. La canonnade devient de plus en plus intense; tout le monde ferme ses volets. »*

Après le déjeuner, les rafales de mitrailleuses sifflent autour des pavillons de l'avenue de Poitou:

*« c'est le début de la bataille. Deux messieurs et un jeune homme débouchent de la route d'Orléans et montent l'avenue de Poitou en rampant car les balles passent nombreuses, cinglant l'air. Nous les abritons à la maison. Ils nous racontent qu'à Bourg la Reine, des renforts viennent d'arriver et que tout laisse présager des combats d'arrière garde. Deux chars "Tigre" sont postés rue de Bièvres et rue de Fontenay. Des autochenilles viennent d'amener une cinquantaine de fantassins tandis que des SS les rejoignaient à bicyclette. Ils ont installé un canon de 88 devant la gare, un autre au coin de la rue de Fontenay et de la Grande rue et un troisième au coin de cette rue et du boulevard Joffre. Un autre passant ajoute que les allemands ont installé à la porte du stade du métro (à la Croix-de-Berny) un nid de résistance avec un canon antichar et quelques fusils mitrailleurs qui balayaient la route. Profitant d'une petite accalmie, tous nos hôtes se dispersent et nous nous barricadons de nouveau. Brusquement, de très fortes détonations se font entendre. Nous nous regardons tous. Pas de doute, c'est le canon. Mais sont-ce des "départs" ou des "arrivées" ? Je me glisse dans l'escalier et par la fenêtre, je vois une fumée jaunâtre accompagnant chaque coup. Aucun doute, les allemands ont installé une pièce au coin de l'avenue et de la route d'Orléans, à 50 mètres. Cela devient sérieux, car si les français répondent... Il est 16H30. La pièce d'artillerie a quitté son emplacement initial pour aller se fixer un peu plus en arrière, vraisemblablement dans l'allée d'Honneur car les obus commencent à passer au dessus de nous avec leur sifflement caractéristique qui semble déchirer l'air. Mais bientôt la canonnade se calme. Nous nous désolons cependant de ne pas encore avoir vu les Alliés. La canonnade reprenait bientôt. Brusquement, je m'écrie: des SS ! regardez, des SS ! En effet la patrouille allemande qui, un quart d'heure plus tôt nous avait mis en joue (alors que nous mettions le nez dehors) revenait par l'avenue de Poitou, longeant les maisons en rampant. Nous fûmes pris de panique: nous nous précipitons dans la cave à charbon, on s'y enferme et on écoute, retenant notre souffle. Il est impossible de dire ce que représentait pour nous ce mot: SS. Il évoque tant de tueries, tant d'atrocités que chaque fois qu'on les aperçoit, instinctivement on pense à la mort. On craignait qu'ils ne pénètrent dans les maisons et ne massacrent les habitants. Maintenant, la nuit est complètement tombée. Nous écoutons attentivement. C'est bien vrai: seul nous parvient à travers ce silence impressionnant le tintement sourd des cloches. Les larmes coulent sur nos visages. Serait-ce donc vrai ? Ils seraient partis ? Ce cauchemar de quatre années de servitude ne serait plus qu'un souvenir... Mais à peine sommes-nous étendus sur nos lits que la canonnade reprend de plus belle. Enfin, vers une heure du matin, le tir se ralentit, les obus passent moins nombreux. Cependant ce n'est qu'à deux heures qu'il cesse. »*

« VENDREDI 25 AOÛT

« Les voilà ! les voilà ! me crie maman en me tirant du lit. Je me frotte les yeux sans réaliser ce qu'il se passe; le bombardement, la bagarre, la nuit passée dans la cave, je ne m'en souviens plus. Mais voyant maman courir de ci de là, folle de joie et en entendant papa s'habiller lestement, je comprends: le cauchemar de quatre années d'esclavage n'est plus qu'un souvenir. C'est fini ! c'est fini ! ah ! quel délire ! On ne sait plus ce que l'on doit faire. Il faut pavoiser aux couleurs alliées, faire un chaleureux accueil à nos libérateurs. Mais a-t-on le temps de déterrer le drapeau anglais qui, enfoui dans le sol du jardin, attend cette minute historique depuis 3 ans ? Dans notre affolement, on bouscule tout pour trouver le drapeau américain caché par papa pendant la bagarre. Mais des cris nous parviennent de la route d'Orléans: "les voilà ! les voilà !" Au diable les drapeaux alliés, courons à l'avance des français de Leclerc. »

« Il n'y a pas encore beaucoup de monde sur la route, car nombreux sont ceux qui se demandent si les allemands sont bien partis. Nous pouvons alors regarder les dégâts causés par la bataille. Notre voisine, Madame Labarrière, a eu sa salle à manger pulvérisée par un 75 français; toutes les maisons sont criblées de balles, la plupart des carreaux gisent en morceaux sur les trottoirs. Tous les poteaux électriques ont été couchés sur la chaussée par les obus; ceux qui restent encore debout sont percés de part en part et inutilisables. »

« En face de la gendarmerie, les allemands nous ont laissé un souvenir: une des pièces de 88 qui nous avaient tant émus hier; un char français l'avait frappé de plein fouet. Malheureusement, le char avait été lui-même démoli par sa victime et gisait au bas de l'avenue d'Anjou, sur le bord de la route d'Orléans. Des pierres tâchées de sang rappelaient que le conducteur du char, les jambes broyées, s'était effondré là avant d'être emmené par ses camarades. »

« Mais toujours pas de français en vue. Pourtant la route s'emplit et est bientôt noire de monde. Il est 8 heures. La température est fraîche. Un épais brouillard masque la Croix-de-Berny. Les FFI de Bourg-la-Reine font la police. »

« Brusquement, une rumeur court comme une traînée de poudre: la division Leclerc ne passera pas ici, car la route est trop encombrée des débris de la bataille. Immédiatement, par un réflexe général, tous, hommes, femmes, enfants, vieillards, munis de pelles, de pioches, d'échelles, surgis de toutes les maisons, s'empressent de déblayer la chaussée. En dix minutes, tout est nettoyé. Les poteaux électriques ont été transportés sur les trottoirs, les pavés bouleversés par les obus allemands et français sont remis en place, les plâtras sont balayés et, sous les acclamations de la foule, le drapeau tricolore est hissé à la gendarmerie tandis que des centaines et des centaines de banderoles et de drapeaux aux couleurs alliées surgissent à toutes les fenêtres. Mais d'où sortent-ils ? Depuis des semaines, tandis que le canon grognait à l'horizon, tout le monde avait confectionné ses drapeaux, faits de chiffons ajustés ou de papiers coloriés par les enfants. Qu'importe ! On n'était pas riche mais on voulait montrer que le cœur y était. »

« Tout à coup, un tonnerre d'acclamations, de cris, des bras qui se lèvent pour offrir les fleurs hâtivement cueillies dans le jardinet de la maison, les doigts qui s'écartent en forme de V. C'est - ô vision inoubliable qui comptera dans la vie d'un homme - c'est, surgissant de la brume qui voile encore tous les alentours, c'est, debout sur son command-car, le regard fixé vers Notre Dame, c'est - vous l'avez deviné - le héros du Tchad et du Fezzan, qui fait son entrée dans la capitale à la tête de sa division blindée, c'est le Général Leclerc !!! Des larmes de joie coulent sur de nombreux visages. Il est impossible de dire ce que l'on ressent à la vue de ces puissants chars écrasant le sol dans un bruit de tonnerre, accourant au secours de

*Paris qui lutte depuis huit jours déjà. Et c'est toute la 2<sup>ème</sup> division blindée française qui défile avec ses spahis, ses chasseurs, ses cuirassiers, ses fusiliers marins, son infanterie coloniale, ses canons lourds tractés, ses automitrailleuses et ses Jeeps, ces fameuses Jeeps dont on a tant entendu vanter les exploits à la radio. Bientôt, nouvelles acclamations. C'est le commandant de l'armée de l'air française, le général Vallin qui défile avec tout son état-major. Et puis des chars, toujours des chars ! Ils sont français cette fois ! quelle fierté nous étreint ! la foule, en proie au délire, se masse au milieu de la route pour forcer nos chars à s'arrêter. Et ce sont des embrassades, des serremments de mains ! nos soldats répondent en lançant du corned-beef, des cigarettes, du chocolat, des bonbons. Ils nous donneraient tout ce qu'ils possèdent, nos soldats; depuis les combats du Tchad, ils attendaient ce jour où triomphalement, en héros, ils pénétreraient dans Paris. »*

*« Le défilé dure toute la matinée. Quel matériel, flambant neuf, monté par des hommes qui ont l'air de savoir ce qu'ils veulent ! tout le monde est en fête. On chante, on crie, on s'embrasse. Un anglais ou un américain ne comprendra jamais ce que signifiait pour nous ce 25 août 1944. On renaissait, on ne craignait plus d'exprimer tout haut ses opinons, on pouvait agir, donner libre cours à ses sentiments. On était libre ! on était libre ! le cauchemar était fini. On ne les verrait plus, ces uniformes exécrés. C'était fini. On était libre ! »*

Paul LAROCHE de ROUSSANE  
Conseiller honoraire à la Cour de Cassation